



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg  
auprès de l'Office des Nations Unies  
et des organisations internationales à Genève

**33<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Point 4 de l'ordre du jour**

**Dialogue interactif avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la  
République arabe syrienne**

Intervention de S.E. Monsieur Jean-Marc Hoscheit, Représentant Permanent du Luxembourg

Lundi 19 septembre 2016

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ma délégation exprime son soutien appuyé à l'excellent travail effectué par la Commission d'enquête dans des conditions difficiles. Nous déplorons le manque de coopération des autorités syriennes avec la Commission d'enquête en particulier le fait qu'elle n'ait pas été autorisée à se rendre sur le territoire syrien.

Le Luxembourg est indigné devant la situation qui continue à prévaloir en Syrie : des violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire continuent à y être commises à l'encontre de la population civile par le régime syrien et par toutes les parties. Nous condamnons particulièrement les disparitions forcées et les prises d'otages, les bombardements de zones peuplées et d'installations médicales ou éducatives, y inclus par des bombes-baril, l'utilisation

d'armes chimiques par le régime et par Daech, les décès en détention, les actes de torture et les violences sexuelles, qui continuent à être perpétrés et dont la Commission fait rapport.

Le Luxembourg appelle les autorités et toutes les parties au conflit à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire devront rendre compte de leurs actes, en particulier devant la Cour pénale internationale. Les autorités doivent instamment et inconditionnellement garantir l'accès à l'aide humanitaire, notamment pour les villes et zones assiégées ou difficiles d'accès.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons de l'accord annoncé par le Groupe de soutien International pour un rétablissement de la cessation des hostilités en Syrie. Nous espérons que cet accord soit mis en œuvre sans retard, afin de permettre d'améliorer substantiellement l'accès humanitaire, ainsi que d'ouvrir la voie à des négociations de paix sérieuses et crédibles ayant comme but une transition politique, avec la participation pleine et entière de toutes les composantes de la société syrienne, y inclus les femmes.

Je vous remercie.